

LETTRE OUVERTE DE THE EUROPEAN TRIBUNE



Monsieur le Commissaire Piebalgs,
Madame la Commissaire Wallström,

La Direction Générale de l'Energie et des Transports organise actuellement une Consultation Publique sur le Livre Vert *Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable*.

Sur ce sujet vital, le Livre Vert présente plusieurs orientations politiques majeures, et précise que la Consultation Publique doit susciter "un large débat public" (p.4), "à l'échelle communautaire" (p.22). Nous espérons donc que la Consultation Publique puisse faciliter ce large débat public, dans l'esprit même du *Rapport sur la gouvernance européenne* et du *Livre Blanc sur une politique de communication européenne*.

A notre grande déception, hormis une seule séance publique organisée à Bruxelles, le mécanisme de consultation se limite à un questionnaire en ligne à choix multiples, du type "Élaboration interactive des politiques (IPM)". Ce qui choque d'emblée à sa lecture, c'est que les politiques proposées par le Livre Vert n'y figurent pas en tant que sujets de débat citoyen, ni même comme options de sondage (suivies de réponses telles que "Tout à fait d'accord", "D'accord", "Pas tellement d'accord", "Pas du tout d'accord"), mais comme solutions prédéterminées.

Dans la Section A, Question 1, par exemple, nous lisons:

"Pour parvenir à l'objectif d'un véritable marché intérieur, quelles nouvelles mesures devraient être prises au niveau de l'UE et au niveau des États membres?"

La question ne cherche pas à connaître l'opinion du citoyen sur l'objectif; l'objectif est présenté comme acquis.

L'impartialité du questionnaire est partout entamée de manière similaire:

- Question 2: **"Pour développer un réseau unique européen [...]"** (objectif présumé)

- Question 3: "**En plus d'assurer le bon fonctionnement du marché [...]**" (condition présumée)
- Question 4: "Comment s'assurer que **tous les Européens ont accès à l'énergie à des prix raisonnables?**" (objectif stratégique présumé)
- Question 9: "Comment une stratégie européenne commune de l'énergie peut-elle aborder au mieux le changement climatique, **l'équilibre entre les objectifs de protection de l'environnement, la compétitivité et la sécurité de l'approvisionnement?**" (le soutien à ces objectifs est supposé acquis d'avance)

...et ainsi de suite. La plupart des questions du questionnaire sont ainsi restrictives, tendancieuses, et manipulatrices. Ceci a pour effet d'obtenir un soutien apparent aux options du Livre Vert. Un institut de sondage qui utiliserait ce type de démarche serait rapidement discrédité.

De plus, les réponses proposées par le questionnaire ne tiennent compte que des orientations du Livre Vert.

- Un exemple majeur: le questionnaire n'offre aucun retour vers une forme centralisée de contrôle du secteur énergétique, que ce soit à un niveau régional, national, ou européen. Le financement public du secteur n'est pas évoqué, ni, non plus, la possibilité d'une politique publique explicitement favorable à certaines technologies qui seraient jugées préférables à d'autres. Par ailleurs, l'option d'un secteur décentralisé comportant une limitation sérieuse de la taille des acteurs, ne figure nulle part. Il est possible que ces options ne reflètent pas les préférences de la Commission, mais un questionnaire qui se voudrait impartial devrait reconnaître qu'elles existent et qu'elles reçoivent le soutien de fractions significatives de l'opinion.
- Le questionnaire n'offre nulle part la possibilité d'exprimer une préférence pour des mécanismes de réduction de la demande (que ce soit par le moyen des taxes et des quotas, ou bien par l'éducation ou des campagnes publiques).
- De la même manière, la politique de transports et les questions d'aménagement du territoire, malgré leur impact évident sur les schémas de consommation de l'énergie, ne sont même pas mentionnés.

Certaines questions offrent un éventail étroit de réponses qui négligent des éléments essentiels. Un bon exemple est la Question 2, à propos du développement d'un réseau européen unique, où les seules options proposées concernent les éventuelles règles de gestion

du réseau, alors que les questions de planification, de financement, de construction, et d'impact environnemental, auxquelles on devra forcément faire face lors de la création d'un réseau unique, n'y figurent pas.

Ce n'est qu'à la fin, en Section G, que le questionnaire aborde les orientations générales de la politique énergétique, et alors seulement de manière superficielle. Nous comprenons difficilement pourquoi ces questions d'ordre général n'ont pas été placées en début de questionnaire, et pourquoi elles n'ont pas reçu un traitement plus approfondi.

La page web de la Consultation n'offre pas aux participants la possibilité d'envoyer leurs opinions sous forme de texte libre. On pourrait toutefois considérer qu'ils ont à leur disposition les champs de saisie "Autres Commentaires", mais l'encouragement à adopter cette option est limité: sauf pour des remarques extrêmement brèves, il faudrait préparer le texte ailleurs et utiliser le copier/coller, tout en répondant à des questions biaisées et en suivant la structure imposée par le questionnaire.

Et la Consultation ajoute une restriction supplémentaire: "Notez que le fait de répondre en Anglais facilitera notre analyse de vos réponses.". Ceci constitue un obstacle considérable pour les non-anglophones, et paraît contraire à la politique européenne constante en la matière. Lorsqu'ils sont confrontés à de telles contraintes, peut-on dire que tous les citoyens européens sont libres de se joindre au débat?

Si le dispositif mis en place à des fins de consultation publique ne dispose pas de moyens adéquats pour travailler avec les langues de l'UE, cela indique que l'UE prend insuffisamment au sérieux son objectif d'écouter tous les citoyens, et ne finance pas à la hauteur requise les mécanismes de communication et de consultation.

Pour résumer, la partie automatisée de la Consultation (c'est-à-dire le questionnaire "Élaboration interactive des politiques (IPM)"), du fait de ses questions tendancieuses et de ses réponses étroitement ciblées, paraît conçue dans le but de fabriquer un soutien public apparent aux options politiques du Livre Vert. Les Européens qui souhaiteraient exercer leur droit de défendre d'autres choix doivent rédiger leurs propres réponses, de préférence dans une seule des vingt langues de l'Union Européenne. Il n'est même pas précisé si une telle rédaction libre serait prise en compte, bien que, à notre demande de renseignements à ce sujet, on nous a répondu par l'affirmative. Dans l'organisation de cette Consultation, l'inégalité d'accès à l'expression libre entre ceux qui soutiennent les vues de la Commission, et ceux qui souhaiteraient présenter des options alternatives, paraît flagrante. Ceci nous frappe

particulièrement suite à notre expérience de la Consultation DG-TREN sur les Biocarburants, où les réponses ouvertes étaient encouragées.

"The European Tribune" est un forum de débat politique, en ligne et ouvert à tous, s'intéressant particulièrement aux questions européennes. Nous considérons comme vitale et urgente l'élaboration d'une politique énergétique européenne, à laquelle tout citoyen devrait pouvoir activement participer. Les orientations politiques imposées dans les hautes sphères politiques et bureaucratiques risquent d'entraîner une absence de consentement et d'adhésion des citoyens en cette période de profonds changements, et ainsi de provoquer l'apathie politique. Dans ce contexte, nous regrettons que la Consultation Publique sur le Livre Vert Energie puisse, de par son caractère partial, ternir l'image – que l'on souhaiterait coopérative et démocratique – de l'élaboration de la politique de l'Union Européenne.

Nous vous prions de recevoir l'expression de notre plus haute considération,

Nom	Nationalité	Résidence
Miguel Carrion Alvarez	Espagnole	Royaume-Uni
Bjinse Dankert	Néerlandaise	Pays-Bas
John Evans	Britannique	France
Alex Ferial	Française	France
Richard Gibson	Britannique	Royaume-Uni
Joachim Greiling	Allemande	Royaume-Uni
Jérôme Guillet	Française	France
Daniel Kemény	Hongroise	Hongrie
Richard Leon	Britannique	Royaume-Uni
Alexandra de Montrichard	Française	Etats-Unis
Colman Reilly	Irlandaise	République d'Irlande
Richard Stanley	Finlandaise	Finlande
Nanne Zwagerman	Néerlandaise	Allemagne

Les signataires sont Rédacteurs à The European Tribune. (<http://www.eurotrib.com>)